

L'Etat espagnol à l'heure des attaques contre l'emploi, les salaires, les conditions de travail...

mercredi 7 décembre 2011, par [A l'Encontre](#) (Date de rédaction antérieure : 4 décembre 2011).

En date du 3 décembre 2011, le quotidien *El Pais* exposait les dernières données officielles concernant le nombre de chômeurs enregistrés, fin novembre 2011 en Espagne : 4'420'460. Pour rappel : au cours du troisième trimestre 2008, le nombre de chômeurs recensés se situait à hauteur de 2,5 millions. L'écart, dans le temps, entre ces deux chiffres donne une idée – partielle – de l'ampleur et de la rapidité de l'explosion du chômage. Il en découle aussi que le nombre de chômeurs et chômeuses qui ne sont plus couverts par le système d'allocation-chômage augmente très vite. Le taux de couverture est estimé à 67,7% des chômeurs et chômeuses, en novembre 2011. Il était à hauteur de 80,9% en janvier 2010. Le recul de ceux et celles obtenant une prestation – de divers types – de « l'assurance chômage » va s'accroître brutalement fin mars 2012. En outre, la dernière étude sur les nouveaux contrats de travail montre que seulement 6,9% d'entre eux sont de type à durée illimitée (CDI). Enfin, le nombre de ménages, selon l'Enquête sur la population active, dont aucun membre ne dispose d'un emploi va vite dépasser le seuil de 1'425'000 atteint en septembre 2011.

Parallèlement, les attaques contre l'emploi et les salaires comme les conditions de travail des salarié·e·s du secteur public s'intensifient. Maria Dolores de Cospedal, présidente de la région Castilla-Mancha, numéro deux du Parti Populaire (PP), a présenté un plan de rigueur, le vendredi 2 décembre, qui augure de ce qui se prépare par le gouvernement de Mariano Rajoy. Il vise les salariés du secteur public, au nombre de 70'000 dont 50'000 sont employés dans l'éducation et la santé. Le temps de travail passe de 35 heures à 37,5, avec une baisse du salaire de 3%. Selon la plus que modérée Centrale syndicale des indépendants et des fonctionnaires (CSIF), en prenant en compte la baisse des salaires imposée durant l'année 2010 et les effets indirects des mesures annoncées, le « pouvoir d'achat » de cette catégorie sera réduit de 12%. Les effets sur le montant des retraites futures vont être rudes, car la contre-réforme du système comme les effets du chômage vont se conjuguer.

Cela va de pair avec une gestion privatisée accrue des hôpitaux et de l'enseignement, au travers de la gestion « publique-privée ». L'accès aux services qualifiés de « sociaux-sanitaires » sera rendu plus difficile au nom de la lutte contre « les excès ». Tout cela s'inscrit dans la droite ligne de ce qui est appliqué aussi par le pouvoir de la droite catalane (CiU). Le gouvernement de Catalogne (Barcelone) vient d'annoncer que les emplois « intérimaires » seront, de fait, supprimés. Ce qui fait dire à un représentant des Commissions ouvrières (CCOO) : « Cela implique de revenir 30 ans en arrière pour ce qui est de nos conditions de travail et de salaire » dans le secteur public (*El Pais*, 1^{er} décembre 2011). Selon les estimations du syndicat, sur les 203'000 salarié·e·s du secteur public directement concernés, en Catalogne, le pourcentage d'intérimaires (CDD) est de 25% à 30%. Une réduction de l'emploi public gigantesque est donc à l'œuvre, au moment où le volume de l'emploi du secteur privé se contracte. La perte effective de « pouvoir d'achat », pour les salariés qui gardent leur emploi, est estimée à 20% entre 2010 et 2011. Et la dégradation des réseaux de soins et d'enseignement s'accroîtra, laissant un terrain « libre » pour quelques investissements privés

rentables (hôpitaux et éducation) en direction d'une couche sociale disposant de hauts revenus. Ces mesures débouchent sur des « risques sanitaires » comme l'explique un reportage portant sur les permanences médicales (El Pais, 1^{er} décembre 2011). La redistribution inégalitaire de la valeur ajoutée, sous diverses formes et avec différentes conséquences, s'accroît. Quant à la pression de l'armée de réserve de chômeurs sur la très large majorité des salaires – et sur toutes les composantes du salaire social (retraites, services publics, etc.) – elle ne fera que s'accroître.

Dans ce contexte, un des thèmes en « négociation » est celui d'une nouvelle contre-réforme du Code du travail, alors que peuvent déjà s'enchaîner, sans limites de temps, les contrats à durée « limitée », grâce à la politique du gouvernement « socialiste » Zapatero. Le supplément économique de El Pais (4 décembre 2011) traduit bien le climat des négociations en coulisses, avant l'accession formelle au pouvoir de Mariano Rajoy : « Les responsables de l'action syndicale [sic !], Ramon Gorriz (CCOO) et Toni Ferrer (UGT) ainsi que les responsables de l'organisation patronale, José de la Cavlada et Alberto Nadal, n'ont pas cessé de se rencontrer presque chaque semaine ; et les dirigeants [soit Ignacio F. Toxo – CCOO –, Candido Mendez – UGT – et Juan Rossell, pour les employeurs] le font avec fréquence, mais sans le rendre public. » Dès négociations pour chercher à aboutir à une sorte de nouveau pacte de la Moncloa, par référence au Pacte de 1977 qui a assuré ladite transition démocratique post-franquiste et à ceux qui ont suivi. Cette fois dans un contexte où le gouvernement de Mariano Rajoy devra mettre en place une politique plus ferme de dévaluation compétitive des salaires, à l'image de ce qui est exigé – par le capital financier transnational et les institutions telles que la BCE, le FMI, la Commission européenne – dans d'autres pays, tels l'Italie, la Grèce, le Portugal, la France, etc. La déclaration du « secteur critique » des CCOO doit être replacée dans ce panorama [1].

Rédaction A l'Encontre

Notes

[1] Voir sur ESSF (article 23678), [Espagne : les Commissions Ouvrières face à la crise](#).